

Œuvres sociales



Assurer enfin un avenir à long terme aux œuvres sociales

Nos œuvres sociales aident les citoyens qui se trouvent dans le besoin et apportent une contribution importante à la paix sociale. Du fait que, par le passé, les problèmes structurels et le potentiel d'abus des œuvres sociales ont toujours été couverts par l'argent des contribuables, il est d'autant plus urgent aujourd'hui de rétablir l'équilibre et la solidarité entre les jeunes et les seniors, entre les personnes réellement dans le besoin et les contribuables. Il faut mettre un terme à l'industrie sociale et aux abus ; des solutions responsables nécessitent une politique cohérente. La pérennité financière de nos œuvres sociales est impérative.



Manuel Kaspar
Entrepreneur

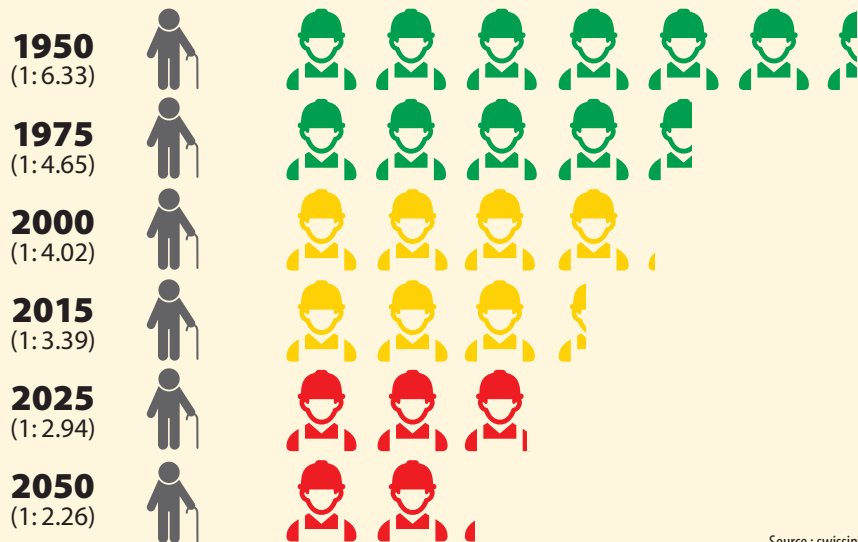
“ Nos assurances sociales sont sérieusement mises à mal par la politique totalement erronée du centre-gauche. Les rentes AI partent à l'étranger, les chômeurs obtiennent des aides sociales généreuses et la classe moyenne doit financer ces coûts de plusieurs milliards avec l'argent qu'elle a durement gagné. Cela doit changer ! ”

Des problèmes masqués par l'argent

La politique de centre-gauche a eu pour conséquence des dysfonctionnements évidents des œuvres sociales, des abus et du sous-financement structurel qui n'ont pas été abordés de façon franche, détournant le regard des vrais problèmes. Les dysfonctionnements ont généralement été masqués de façon désinvolte par davantage d'argent, prélevé dans les poches

des citoyens et des entreprises par le biais d'impôts et de taxes supplémentaires. C'est une stratégie coûteuse et à court terme. ; cette politique irresponsable du centre-gauche devient une charge insupportable pour les générations futures et doit cesser ! L'UDC s'engage pour la pérennité à long terme de nos œuvres sociales et donc pour la paix sociale. Pour y parvenir, des adaptations structurelles sont nécessaires.

Proportion de travailleurs pour chaque retraité



Source : swissinfo.ch

Un Etat social qui atteint ses limites

L'État social atteint gentiment ses limites. Alors que les dépenses totales pour la sécurité sociale représentaient encore moins de 2 milliards de francs en 1950 et finalement grimpé en flèche à 62 milliards de francs en 1990, elles s'élèvent aujourd'hui à 183 milliards de francs (chiffres 2019). En moyenne, les prestations sociales augmentent de 3,2 % par an. Les prestations sociales représentent ainsi un quart du PIB national et augmentent plus fortement que le 1,9 % de croissance économique prévu pour 2023. L'État social nous dépasse et ce au détriment des générations futures. De moins en

moins de cotisants doivent subvenir aux besoins d'un nombre croissant de bénéficiaires. L'État-providence est donc remis en question : L'AVS, les prestations complémentaires, l'assurance-chômage, la caisse de pension, les allocations pour perte de gain, l'assurance-invalidité, l'assurance-maternité et, comme dernier filet de sécurité, l'aide sociale, aucune de ces œuvres sociales ne sont financées de manière solide et garantie sur le long terme.

Assurer les rentes AVS

L'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) est le premier et le plus important pilier du système suisse des 3 piliers de la prévoyance vieillesse. Elle est l'incarnation d'une œuvre de solidarité unique en son genre, largement soutenue par toutes les couches de la population. L'AVS sert à assurer les moyens d'existence après la retraite et doit garantir le minimum financier à la vieillesse. Avec le 2^e pilier (prévoyance professionnelle) elle doit permettre le maintien d'un niveau de vie habituel à la retraite. Le 3^e pilier est facultatif, mais encouragé par des déductions fiscales et doit servir à couvrir les besoins supplémentaires à la retraite. L'UDC s'engage pour des réformes visant à garantir financièrement les rentes AVS.

Des réformes inévitables

L'UDC s'engage pour la pérennisation financière à long terme des œuvres sociales, jusqu'en 2050. Elle est consciente que chaque franc qui peut être utilisé à cet effet doit d'abord être gagné. Cela exige que les réformes s'appuient sur des faits



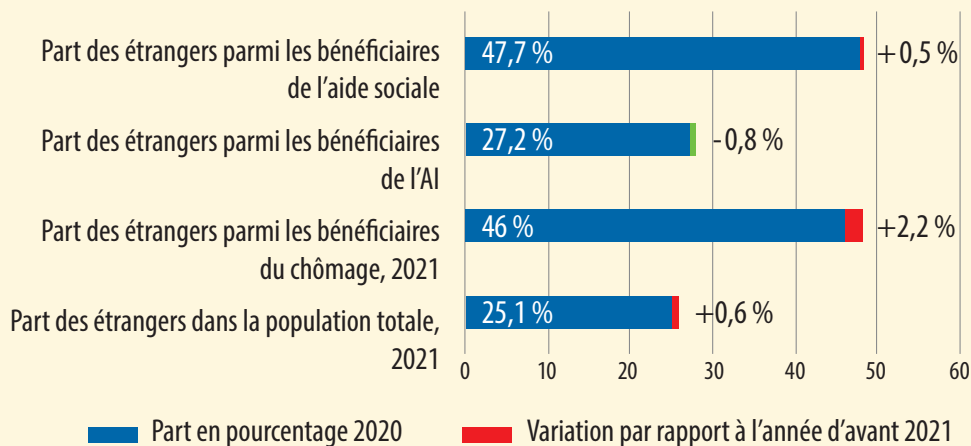
et des scénarios réalistes. Le système actuel est adapté à la situation démographique qui prévalait jusqu'en 1990 et doit donc être modifié durablement.

Supprimer les mauvais incitations

Pour l'assurance-invalidité (AI) en particulier, les réformes annoncées doivent enfin être mises en œuvre. Comparée à la part de la population totale, la part des étrangers bénéficiaires de l'AI est depuis longtemps disproportionnée. L'échelle des rentes doit être revue et l'exportation des rentes AI à l'étranger sans cor-

rection du pouvoir d'achat doit être stoppée. Un contrôle plus strict est nécessaire pour les troubles psychiques désormais fréquemment diagnostiqués. Les tests de limitation et d'aptitude à la performance doivent être à l'ordre du jour afin d'éviter les abus et les diagnostics erronés.

Part de la population étrangère au sein des œuvres sociales



Source : OFS

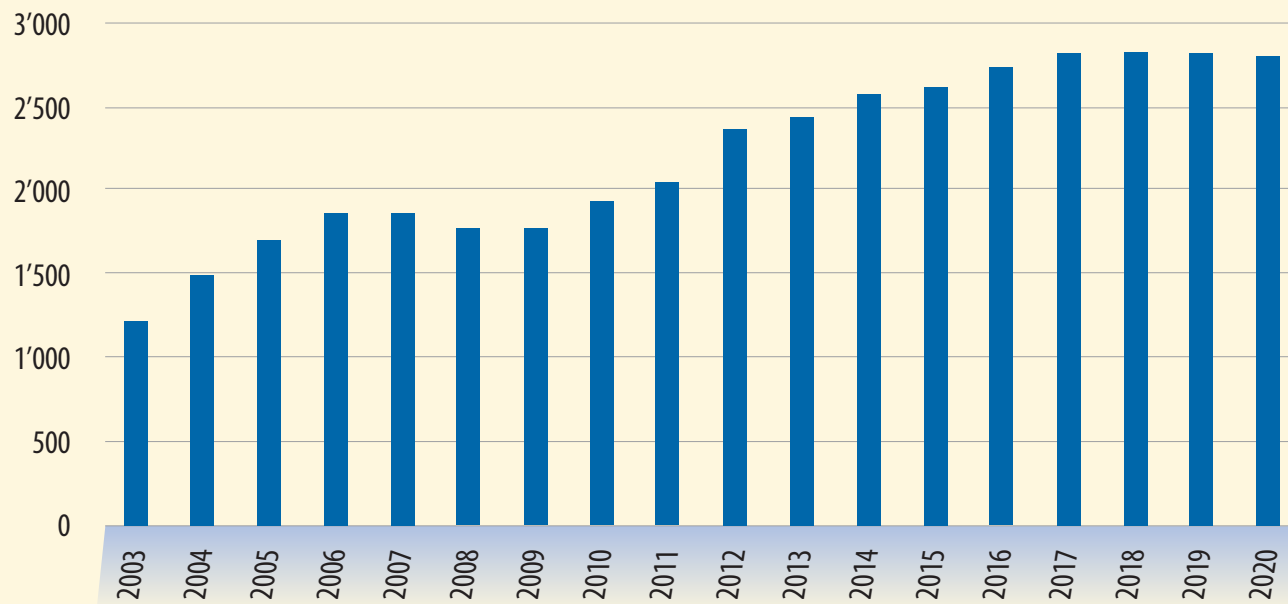
L'aide sociale ne doit pas servir d'oreiller de paresse

Nos œuvres sociales sont de plus en plus confuses. Les dépenses pour l'aide sociale s'élevaient à environ 2,8 milliards de francs en 2020, soit une augmentation de plus d'1 milliard de francs en une décennie seulement. Dans les cantons, les lois

sur l'aide sociale doivent être aménagées afin que l'aide sociale ne puisse plus être exploitée et abusée. Près de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers. Le taux d'aide sociale était de 842,1 % en 2021 chez les migrants. Les coûts totaux (ce que nous coûte un demandeur d'asile, y compris l'ensemble du regroupement familial au sens large) continuent d'être passés sous silence. Ceux qui ne font pas d'efforts pour s'intégrer et travailler ne doivent pas non plus toucher cette aide ; c'est le travail doit être rémunéré. Les directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) calculent, pour des raisons idéologiques, des taux trop élevés ; elles ne sont toutefois que des aides d'orientation non contraignantes pour les organes d'exécution et doivent donc être mentionnées comme telles dans les lois et ordonnances cantonales sur l'aide sociale et l'assistance. Les prestations doivent être sensiblement réduites pour les personnes qui refusent un travail acceptable ou qui ne respectent pas les dispositions des autorités. Il faut vigoureusement s'opposer à une professionnalisation accrue dans le domaine de l'assistance et au contraire renforcer le principe de milice, l'autonomie communale et la proximité avec les citoyens. La famille, les associations locales, les églises et les entreprises doivent pouvoir apporter leur contribution et doivent être davantage impliquées.



Développement de l'aide sociale en millions de francs



Points de vue

L'UDC...

- s'engage pour des rentes AVS sûres ;
- lutte pour la stabilisation financière des assurances sociales et s'oppose à l'extension de l'État social ;
- se bat pour les jeunes, afin qu'ils ne fassent pas les frais d'une politique de l'échec au niveau de l'aide sociale ;
- s'oppose à toute augmentation des impôts et des taxes pour assainir nos œuvres sociales ;
- exige l'exonération des rentes AVS des impôts fédéraux et cantonaux ;
- s'oppose à l'étatisation du 2^e pilier ;
- lutte contre le subventionnement croisé des actifs vers les retraités dans la caisse de pension ;
- s'engage pour la lutte permanente contre les abus dans les assurances sociales ;
- exige une durée minimale de cotisation dans toutes les œuvres sociales afin d'empêcher l'érosion de l'État social par l'immigration de la pauvreté ;
- exige que les communes aient leur mot à dire dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte et que les solutions familiales soient privilégiées par rapport aux solutions institutionnelles ;
- exige le renforcement du principe de milice ainsi que de l'autonomie des communes dans le domaine de l'aide sociale au lieu d'une centralisation accrue et d'un développement supplémentaire de l'État ;
- soutient le renforcement des mesures d'insertion, l'aide sociale devant toujours être utilisée comme aide transitoire ;
- exige la suppression du caractère obligatoire des normes CSIAS dans les lois cantonales sur l'aide sociale.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ moins de retenues sur mon salaire, davantage d'argent dans mon porte-monnaie ;
- ✓ en tant que retraité, des rentes sûres ;
- ✓ en tant que jeune actif, la perspective de disposer d'œuvres sociales pérennes sur le long terme ;
- ✓ en tant que personne dans le besoin, la certitude de ne pas me retrouver dans une situation pire à cause des abus d'autrui ;
- ✓ en tant que consommateur, pas d'augmentation des impôts et autres taxes pour les œuvres sociales ;
- ✓ en tant que politicien communal, la possibilité de pouvoir agir en fonction des besoins dans chaque situation.
- ✓ en tant que commerçant, pas de taxes et de charges supplémentaires.